

## Résultats de la coopération technique du 1er janvier au 30 septembre 2024

Au cours de la période allant du 1er janvier au 30 septembre 2024, l'Agence tunisienne de coopération technique a enregistré un total de 2 935 candidats recrutés. Ce résultat découle de la publication de 102 offres d'emploi émanant d'institutions étrangères désireuses de faire appel aux compétences tunisiennes. Parmi ces offres, 25 entretiens de recrutement ont été menés, dont 15 en présentiel au siège de l'ATCT, 5 à distance, et 5 sous forme d'épreuves pratiques.

En ce qui concerne la répartition sectorielle, le secteur de la santé s'est distingué avec 1 022 cadres médicaux et paramédicaux, représentant 35 % du total des recrutements. Il est suivi par l'éducation avec 757 candidats, l'administration avec 221, les activités culturelles et sportives avec 176, et enfin l'industrie avec 129 candidats.

D'un point de vue géographique, l'Allemagne et le Canada figurent en tête des pays recrutant des compétences tunisiennes, avec respectivement 542 et 520 Tunisiens recrutés. Le Sultanat d'Oman suit avec 401 recrutements, suivi de la France avec 307 et de l'Arabie Saoudite avec 306.

L'Agence tunisienne de coopération technique compte actuellement 26244 coopérants et experts, dont 14533 sont déployés dans les pays arabes, 7336 en Europe et 3266 en Amérique du Nord.

Dans le cadre de la coopération triangulaire et sud-sud, 14 experts ont été envoyés en Jordanie et en Guinée au cours du premier semestre 2024, principalement pour des missions liées à la coopération sud-sud et à la promotion des exportations.

En outre, l'ATCT a organisé des visites d'étude, des formations et des ateliers, permettant à 94 cadres en provenance de pays africains et arabes d'échanger des expériences et de renforcer leurs compétences, s'appuyant sur l'expertise tunisienne dans divers domaines prioritaires pour le développement.

Enfin, l'Agence a poursuivi le suivi de quatre projets de coopération triangulaire avec la Banque Islamique de Développement, ciblant plusieurs domaines tels que la santé, l'exportation, l'agriculture, la numérisation des services financiers, le commerce et la sécurité alimentaire, en faveur des Comores, de la Guinée, du Tchad et de Djibouti.